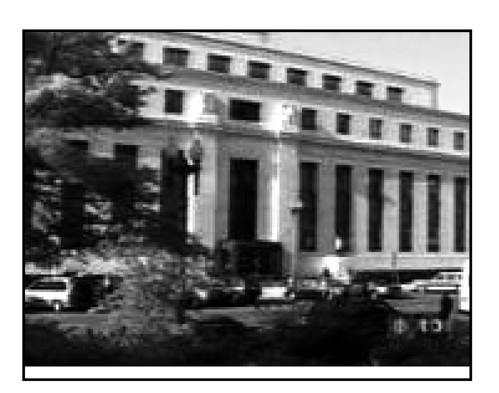
LES BANQUES CENTRALES ET LE CONTRÔLE PRIVÉ DE L'ARGENT



Avoir créé et contrôler le stock d'argent donne aux soi-disant changeurs le contrôle sur les gouvernements et sur les citoyens pour des millénaires.

Extrait du livre accompagnant la vidéocassette
THE MONEY MASTERS : How International Bankers Gained Control of America
["LES MAÎTRES DE L'ARGENT : Comment les banquiers internationaux ont pris le contrôle de l'Amérique"]
Publié et révisé en 1998 par Royalty Production Company, P.O. Box 114, Piedmont OK 73078, U.S.A., www.themoneymasters.com

1 - LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAINE

Fut un temps où demander à quelqu'un pour qui il travaillait était plus ou moins déplacé ; en effet, cela impliquait que cette personne était incompétente, incapable de travailler à son compte de façon lucrative. De nos jours, cependant, posséder son entreprise (lucrative) n'est pas une caractéristique de notre société comme cela fut le cas jusqu'à la Crise (en 1929). Au contraire, la situation la plus fréquente est plutôt des dettes et une totale dépendance de gages précaires ou d'un salaire soumis à la bonne volonté de quelqu'un d'autre.

Étant donné que jouir de la liberté inclut souvent l'usage de biens matériels tels que les livres, la nourriture, les vêtements, un toit, des armes, des transports, etc., dont le choix et la possession requièrent quelque assise financière, nous sommes forcés d'admettre que la situation générale des Américains est une situation de dépendance croissante et de réduction de liberté.

Depuis le tournant du siècle, le monde entier a connu un accroissement majeur des dettes et un déclin majeur de la liberté individuelle ainsi que de la liberté des États à mener leurs propres affaires. Rétablir un niveau de vie général décent est essentiel au retour et au maintien de notre liberté.

Pourquoi sommes-nous dans les dettes jusqu'au cou ? Pourquoi les politiciens ne peuvent-ils garder le contrôle de la dette ? Pourquoi tant de personnes (souvent les deux parents) travaillent-elles à bas salaires, faisant un métier qui ne les mène nulle part, s'en tirant pourtant avec moins que rien ? Quel est l'avenir de l'économie américaine et du style de vie américain ? Sommes-nous en train de foncer vers un krach économique de dimension jusqu'alors inconnue-?

Larry Bates a été pendant onze ans président-directeur général d'une banque. En tant que membre de l'Assemblée nationale du Tennessee il a présidé la Commission de la Banque et du Commerce. Il a également été professeur d'économie, et il est l'auteur du best-seller *The New Economic Disorder* ["Le Nouveau Désordre économique"]. Il dit ceci au sujet de nos perspectives d'avenir :

"Je peux tout de suite vous dire qu'il va y avoir un krach aux proportions jusqu'alors inégalées, un krach comme on n'en a encore jamais vu dans ce pays. Le plus grand choc de cette décade est que plus de gens sont sur le point de perdre plus d'argent que jamais encore par le passé - mais le second grand choc sera l'incroyable montant d'argent que, simultanément aux premiers, un groupe de gens relativement restreint empochera. Voyez-vous, lors de périodes de bouleversements économiques les richesses ne sont pas anéanties, elles sont tout simplement transférées."

Charles Collins, ancien candidat à la présidence américaine, est avocat et banquier. Il a possédé plusieurs banques et il a été directeur d'une banque. Son idée est que nous ne sortirons jamais de l'endettement parce que la réserve fédérale (la *Fed*) a le contrôle de notre argent. Il dit :

"Actuellement, la réserve fédérale a pris le pli de nous faire emprunter de l'argent avec intérêts pour payer des intérêts déjà accumulés. On ne peut donc pas sortir de la dette en nous y prenant comme on le fait maintenant."

Selon l'économiste Henry Pasquet, professeur d'économie en poste, la fin est proche pour l'économie américaine :

"Mais non ! Pas en ajoutant plus ou moins un milliard de dollars par jour ! On ne peut tout simplement pas continuer comme ça ! En 1980 la dette nationale ne dépassait pas un milliard de milliards de dollars ; maintenant elle atteint cinq milliards de milliards de dollars. Cinq fois plus en quinze ans. Il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour réaliser que cela ne peut pas continuer éternellement."

Le problème est que les États-Unis ont un des pires systèmes monétaires qui soit : une banque centrale opérant indépendamment du gouvernement et qui, avec d'autres banques privées, crée tout notre argent avec, en parallèle, des dettes qui rapportent des intérêts. C'est pour ça qu'on ne pourra jamais se sortir des dettes. C'est pourquoi aussi la plupart des citoyens américains sont convaincus de l'approche d'une grande crise financière, soit causée brutalement par un krach économique sérieux, soit amenée graduellement par une inflation incessante. La *Fed* prépare ça pour enrichir ses actionnaires privés - tout comme elle a délibérément provoqué la Crise des années 30.

Le siège de la réserve fédérale est à Washington D.C. Son emplacement n'est pas anodin : avenue de la Constitution, juste en face du mémorial du président Lincoln. Mais est-ce qu'elle est "fédérale" ? Est-ce qu'elle est réellement une partie du gouvernement des États-Unis ?

Eh bien, ce que nous allons vous montrer est que la réserve fédérale n'a rien de fédéral, et qu'il n'y a d'ailleurs pas de réserves du tout. Le nom est une duperie conçue avant que l'acte sur la Réserve fédérale ne passe en 1913, dans le but de faire croire aux Américains que la nouvelle banque centrale américaine agissait dans l'intérêt public.

En réalité, la *Fed* est une banque privée (ou tout au moins quasi publique), propriété de banques nationales privées qui sont les actionnaires et pour le bénéfice privé desquelles elle opère. Comme l'économiste Henry Pasquet a remarqué :

"Ça, c'est tout à fait vrai. La Fed *est une société privée à but lucratif, qui n'a pas de réserves - ou du moins, qui n'a pas de réserves pour étayer les billets de banque de la réserve fédérale qui sont notre monnaie courante."*

L'acte de la Réserve fédérale a été voté, après un débat tout à fait sommaire, lors d'une réunion de la commission de conférence du Congrès. Réunion soigneusement préparée, dont l'heure était pour le moins surprenante : de 1 h 30 à 4 h 30 le lundi 22 décembre 1913 - alors que la plupart des membres dormaient. De vingt à quarante des différences substantielles de versions entre les Chambres et le Sénat sont censées avoir été présentées, on a délibéré à leur sujet, on a débattu, on aura trouvé un consensus et voté, cela en une quasi miraculeuse période de quatre minutes et demie à neuf minutes par point, à une heure aussi tardive.

À quatre heures et demie un rapport préparé de cette commission était remis aux imprimeurs. Le sénateur et leader républicain Bristow, du Kansas, a fait remarquer dans le Journal officiel du Congrès que la commission s'était réunie sans les en avoir informés, que les républicains n'étaient pas présents, et qu'il ne leur avait été donné aucune chance de lire ou de signer le rapport de la commission de conférence. Le rapport de conférence est théoriquement lu au Sénat, or les républicains ne l'ont même pas vu et quelques sénateurs ont même fait remarquer, lors d'une séance au Sénat, qu'ils ignoraient le texte du projet de loi.

À 18 h 02 le 23 décembre, alors que beaucoup de membres avaient déjà quitté le Capitole pour les congés de Noël, le jour même où le projet de loi traversait hâtivement la Chambre et le Sénat, le président Woodrow Wilson signait l'acte de la Réserve fédérale de 1913, le transformant en loi.

Par l'Acte, le contrôle du stock de l'argent des États-Unis passait du Congrès à une élite de banques privées. Il n'est pas surprenant qu'un projet de loi fournissant à quelques banquiers nationaux le monopole privé d'une monnaie passe d'une façon aussi corrompue.

L'auteur Anthony C. Sutton a noté : *"Le système de la réserve fédérale est un monopole privé légal de la réserve d'argent, il fonctionne au bénéfice de quelques-uns sous le prétendu dessein de protéger et de promouvoir l'intérêt public."*

Le système de la réserve fédérale fonctionne au bénéfice de quelques-uns sous le prétendu dessein de protéger et de promouvoir l'intérêt public.

Pour savoir à coup sûr si la réserve fédérale est une partie du gouvernement américain, c'est simple : jetez un coup d'oeil à votre annuaire téléphonique. Vous voyez, elle n'est pas dans les pages bleues des services du gouvernement, elle est à sa place, dans les pages blanches des affaires, juste à côté de *Federal Express*, une autre compagnie privée. Mais les cours américaines ont carrément établi que la *Fed* est une forme spécifique de société privée.

Jetons un coup d'oeil aux actionnaires de la *Fed*. Selon le chercheur Eric Samuelson, depuis novembre 1997, la Banque new-yorkaise de la Réserve fédérale (qui domine totalement les onze autres succursales par la propriété du stock, le contrôle et l'influence, qui est titulaire du seul bulletin permanent de vote à la commission fédérale du marché public et détient toutes les transactions d'obligations en marché public) compte 19 752 655 actions et est majoritairement propriété de deux banques : la *Chase Manhattan Bank* (qui a maintenant fusionné avec la *Chemical Bank*) avec 6 389 445 actions, soit 32,35 pour 100, et la *Citibank*, N.A., avec 4 051 851 actions, soit 20,51 pour 100. À elles deux, ces deux banques détiennent 10 441 295 actions, soit 52,86 pour 100 - majorité qui donne le contrôle.

Si détenir la majorité prouve définitivement le contrôle effectif, il n'est pas crucial de contrôler - c'est ce qui se produit souvent dans les grandes sociétés publiquement négociées, par blocs d'aussi peu que 25 pour 100, ou même 2 pour 100 quand les autres actionnaires détiennent des paquets d'actions moindres.

L'un des critiques de la *Fed* les plus francs et directs du

Congrès fut Louis T. McFadden (R-PA), président de la Commission parlementaire de la Banque et du Change durant les années de la Crise. Il déclara en 1932 : *"Nous avons, dans ce pays, une des institutions les plus corrompues que le monde ait jamais connues. Je veux parler du Conseil de la Réserve fédérale. Cette démoniaque institution a appauvri la population des États-Unis, et elle a pratiquement ruiné notre gouvernement. Elle y est parvenue par... l'intermédiaire des pratiques corrompues des riches vautours qui la contrôlent."*

Le sénateur Barry Goldwater critiqua souvent la *Fed* : *"La plupart des Américains n'ont aucune compréhension réelle de la façon dont les bailleurs de fonds internationaux procèdent. Les comptes de l'organisation de la réserve fédérale n'ont jamais été vérifiés. Elle opère indépendamment du contrôle du Congrès et... elle manipule le crédit des États-Unis."*

Ce qu'il faut comprendre c'est que, depuis le jour où la constitution a été adoptée jusqu'à aujourd'hui, les types qui tirent profit de banques centrales détenues par des privés (comme la *Fed*) ou, comme le président Madison les a appelés, les "changeurs", sont dans une bataille permanente pour contrôler qui va émettre l'argent américain.

Pourquoi est-ce que *QUI* produit l'argent américain est si important ? Eh bien, il faut se dire que l'argent est tout simplement une commodité. Si vous détenez le monopole sur une commodité dont tout le monde a besoin, que tout le monde veut et dont personne n'a suffisamment, il y a toute une panoplie de façons d'en tirer profit - et également d'exercer une influence politique phénoménale. C'est, en fait, la raison de cette bataille.

Tout au long de l'histoire des États-Unis le pouvoir de l'argent a fait des allers-retours entre le Congrès et des espèces de banques centrales privées. Le peuple américain a repoussé quatre banques centrales privées avant de succomber à la première phase d'une cinquième banque centrale à capitaux privés. Cela se produisit lors d'un moment de faiblesse nationale : durant la guerre civile [de Sécession].

Les pères fondateurs connaissaient les dangers d'une banque centrale à capitaux privés. Tout d'abord, ils avaient pu constater comment la Banque centrale britannique, propriété privée de la Banque d'Angleterre, avait aggravé la dette nationale à un point tel que le gouvernement avait été obligé d'imposer des taxes injustes aux colonies américaines. En fait, Ben Franklin a déclaré que c'était cela, la cause réelle de la révolution américaine.

La plupart des pères fondateurs ont réalisé les dangers potentiels du processus des banques, et ils ont craint que les banquiers n'accumulent richesses et pouvoir.

Thomas Jefferson dit les choses ainsi : *"Je crois sincèrement que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées sur pied de guerre. Déjà, elles ont généré une aristocratie financière qui a défié le gouvernement. Le pouvoir d'émission devrait être retiré aux banques et rendu au peuple, auquel il appartient véritablement."*

La déclaration succincte de Jefferson est en fait la solution à la plupart de nos problèmes économiques d'aujourd'hui.

James Madison, l'auteur principal de la Constitution, est de cet avis. Il est intéressant qu'il ait appelé "changeurs" ceux qui sont derrière la combine de banque centrale, et il critique violemment leurs agissements : *"L'histoire rapporte que les changeurs ont utilisé toutes les formes d'abus, d'intrigues, de duperies, faisant aussi usage de la violence, pour garder le contrôle des gouvernements en contrôlant l'argent et son émission."*

Je crois que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées sur pied de guerre…

La bataille pour savoir qui va émettre notre argent a été la question clef tout au long de l'histoire des États-Unis. On est entré en guerre pour cela. Des crises ont été provoquées pour avoir la main-mise. Et pourtant, après la Première Guerre mondiale, cette bataille a rarement été mentionnée dans les journaux ou dans les livres d'histoire.

Complicité des médias

Au moment de la Première Guerre mondiale, les changeurs, avec leur écrasante fortune, avaient pris le contrôle de presque toute la presse américaine. Lors d'une session de la commission Privilège et Élections du Sénat en 1912, une lettre fut apportée, écrite par le député Joseph Sibley (PA [Pennsylvanie]), agent de Rockefeller au Congrès. Elle était adressée à John D. Archbold, employé de Rockefeller à la Standard Oil. En voici un passage :

"Un efficace bureau d'hommes de lettres est nécessaire. Pas pour un jour ou pour une période de crise mais pour un contrôle serré et permanent de the Associated Press *et d'autres de la même veine. Cela coûtera de l'argent, mais au bout du compte ce ne sera pas une mauvaise opération."*

John Swinton, l'ancien chef du personnel du *New York Times* (que ses pairs appelaient "le doyen de la profession") fut prié un jour de porter un toast devant le *New York Press Club*. Cela se passait en 1953, et il dit : *"Une presse indépendante n'existe pas en Amérique - sauf peut-être dans de petites villes au fin fond de la campagne. Vous savez cela et je le sais aussi. Aucun de nous n'ose exprimer sa propre opinion, honnêtement. Oseriez-vous le faire, vous savez mieux que quiconque qu'elle ne serait jamais imprimée.*

"On me paie 150 dollars par semaine pour taire ma propre opinion et ne pas la publier dans les journaux pour lesquels j'écris. Vous aussi vous avez un salaire équivalent, et pour des services équivalents. Si je faisais en sorte qu'un seul numéro de mon journal exprime une opinion honnête, en moins de 24 heures je perdrais ma place. Comme Othello. L'homme qui serait assez fou pour écrire ce qu'il pense réellement se retrouverait aussitôt dans la rue, à chercher du travail.

"La fonction d'un journaliste de New York est de mentir,

déformer, insulter, lécher les bottes du dieu Argent et vendre son pays et sa race pour son pain quotidien - ou, ce qui est du pareil au même, son salaire.

"Nous sommes les outils et les vassaux des riches derrière les décors. Nous sommes des marionnettes. Ces hommes tirent les ficelles, et nous dansons. Notre temps, nos talents, notre vie, nos aptitudes sont tous la propriété de ces hommes. Nous sommes des prostitués intellectuels."
(Cité par T. St John Gaffney dans *Breaking the Silence*, p. 4)

C'était cela, la presse américaine en 1953. Et c'est cela, les mass-media de l'Amérique d'aujourd'hui. Le contrôle de la presse et, plus tard, le contrôle des media électroniques (radio et télévision) ont été établis par étapes soigneusement planifiées, amenant à la situation actuelle où tous les principaux mass-media et les services majeurs de reportages - dont l'importance est capitale car ce sont les sources de la plupart des nouvelles - sont contrôlés par les changeurs.

Le député Callaway a abordé certains de ces contrôles de la presse dans le Journal officiel du Congrès (vol. 54, 9 février 1917, p. 2947) : *"En mars 1915 les intérêts de J.P. Morgan et de l'acier, des constructions navales et de la poudre, ainsi que de leurs organisations auxiliaires, ont réuni 12 hommes haut placés du monde de la presse écrite, les ont payés pour sélectionner les journaux les plus influents des États-Unis, et plusieurs d'entre eux pour aussi contrôler la ligne générale de la presse quotidienne.*

"Ils ont constaté qu'il suffisait d'acheter le contrôle sur 25 des grands journaux... On arriva à un accord : la ligne générale des journaux fut achetée, payable mensuellement ; un éditeur fut fourni à chacun de ces journaux, de façon à superviser adéquatement et à publier l'information sur les questions d'alerte préventive, de militarisme, les polices financières, et d'autres points d'ordre national ou international considérés vitaux pour l'intérêt des acheteurs."

Il y a quelques années, trois quarts des actionnaires majoritaires de ABC, CBS, NBC et CNN étaient des banques - telles que les *Chase Manhattan Corp., Citibank, Morgan Guaranty Trust* et la *Bank of America*. Dix de ce genre de sociétés contrôlaient 59 magazines (dont *Time* et *Newsweek*), 58 journaux (dont le *New York Times*, le *Washington Post* et le *Wall Street Journal*) et différentes sociétés de films, donnant pratiquement aux principales banques de Wall Street la totale propriété des mass-media - à quelques exceptions près comme, par exemple, l'achat de ABC par Disney.

Actuellement, aux États-Unis, il n'y a qu'une cinquantaine de villes à avoir plus d'un quotidien, et ils sont très souvent la propriété du même groupe. Des 1 500 quotidiens nationaux, seulement 25 pour 100 sont propriété indépendante. Cette fusion s'est rapidement accélérée ces dernières années et, maintenant, la propriété est presque monolithique, reflétant le même contrôle que celui décrit ci-dessus. Bien sûr, on prend grand soin de flouer le public par l'apparente compétition, on maintient différents logos corporatifs, des présentateurs et d'autres futilités du genre, donnant l'impression d'une objectivité qui dément l'uniforme propriété bancaire derrière le tout, et le contrôle éditorial. Cela explique la totale occultation de couverture des nouvelles, et cela explique l'absence complète d'enquête sur le contrôle du pays par les banquiers.

Il n'en reste pas moins que, tout au long de l'histoire des États-Unis, la bataille a fait rage pour le pouvoir d'émettre l'argent. En fait, ce pouvoir a changé huit fois de mains depuis 1694, en cinq périodes de transition qui pourraient fort à propos être décrites comme "guerres de banques" (ou, plus justement, "guerres de la Banque centrale privée contre le peuple américain") - quoique ce fait ait pratiquement disparu de la vue du public depuis trois générations, les supporters de la *Fed* plaçant un écran enfumé sur les media.

Le pouvoir d'émission devrait être retiré aux banques et rendu au peuple auquel il appartient véritablement.

Tant que nous parlerons de "déficit" et de "dépenses publiques" et non de qui crée et qui contrôle l'argent dont nous disposons, ce sera un tour de passe-passe. Une duperie totale, en bonne et due forme. Même si on ajoutait un amendement incontournable à la Constitution, ordonnant un budget équilibré, cela n'aurait aucun effet. Notre situation va tout simplement empirer, et elle va empirer jusqu'à ce que nous extrayions, à sa racine, la cause du désastre.

Nos leaders et nos politiciens, les quelques personnes qui ne font pas partie du problème, ont besoin de comprendre ce qui se passe et de savoir quelles solutions existent. Le gouvernement doit reprendre le pouvoir d'émettre notre propre argent sans dette.

Émettre notre propre argent sans dette n'est pas une solution radicale, cette même solution a été proposée, au cours de l'histoire américaine, par des hommes tels que Benjamin Franklin, Thomas Jefferson, Andrew Jackson, Martin von Buren, Abraham Lincoln, William Jennings Bryan, Henry Ford, Thomas Edison, et d'autres, du Congrès ou économistes.

Quoique la réserve fédérale soit maintenant une des deux plus puissantes banques centrales du monde, elle n'a pas été la première. Alors, où est-ce que cette idée a vu le jour ?

Pour réellement comprendre l'ampleur du problème il faut traverser l'Atlantique.

2 - LES CHANGEURS DE JÉRUSALEM

Qui sont donc ces changeurs auxquels James Madison faisait référence ?

La Bible nous dit qu'il y a 2 000 ans, à Jérusalem, Jésus chassa à deux reprises les changeurs hors du Temple. Mis à part l'épisode où les gardiens du Temple furent maintenus à terre dans le jardin de Gethsémani, ce sont les seules fois où Jésus usa de violence physique.

Que faisaient les changeurs dans le Temple ?

Lorsque les Juifs venaient à Jérusalem payer leur rede-

vance au Temple, la seule pièce pour la circonstance était une pièce spéciale, le demi-shekel du sanctuaire - pièce d'une demi-once d'argent pur[1], à peu près de la taille d'une pièce de 20 centimes. C'était, à l'époque et à des lieues à la ronde, la seule pièce d'argent pur, de poids garanti, et sans l'effigie d'un empereur païen ; donc, pour les Juifs, la seule pièce digne de Dieu. Mais ces pièces ne couraient pas les rues, et les changeurs se sont alors emparés du marché puis ont fait monter les prix jusqu'à la limite supportable, tout comme avec n'importe quel bien monopolisé.

Autrement dit, les changeurs réalisaient d'exorbitants profits tout simplement parce qu'ils détenaient un monopole virtuel sur l'argent. Les Juifs devaient payer ce qui était exigé, et pour Jésus cette injustice violait la sainteté de la maison de Dieu.

3 - LE CHANGE SOUS L'EMPIRE ROMAIN

L'exaction du change ne date cependant pas du temps de Jésus puisque, 200 ans avant le Christ, Rome avait déjà des problèmes avec les changeurs.

Deux empereurs du début de l'Empire romain s'étaient efforcés de réduire le pouvoir des changeurs en révisant les lois sur l'usure et en limitant à 500 acres la propriété terrienne. Ils furent assassinés tous les deux. En 48 av. J.-C., Jules César retira aux changeurs la possibilité de frapper la monnaie, la reprenant pour le bénéfice de tous. Avec cette arrivée massive d'argent frais il réalisa de grands travaux publics, gagnant ainsi la faveur du peuple, des gens ordinaires. Par contre, les changeurs le haïrent, et il n'est pas exclu que cet élément entre en ligne de compte dans son assassinat.

Une chose est certaine : César meurt, et l'argent diminue de façon drastique. Les taxes augmentent, la corruption aussi. Finalement, l'émission d'argent de l'Empire diminua de 90 pour 100 et, en conséquence, le peuple perdit terres et maison, comme cela s'est déjà produit et va à nouveau se produire en Amérique pour les quelques personnes qui possèdent encore maison et terres.

4 - LES ORFÈVRES DE L'ANGLETERRE MÉDIÉVALE

Les Chinois ont été les premiers à utiliser du papier-monnaie ; c'était en 618-907 et on parlait alors d'"argent volant" (sorte d'ébauche bancaire). Vers l'an mille, des marchands privés chinois, de la province de Seu-Tchouan, fabriquèrent du papier-monnaie connu sous le nom de *Jiao zi*. Compte tenu de la fraude, dans les années 1024 la dynastie Song retira le droit d'émettre du papier-monnaie et émit le premier papier-monnaie d'État.

À peu près vers la même époque, les changeurs - ceux qui échangent, créent et manipulent la masse d'argent - étaient actifs dans l'Angleterre du Moyen Âge. En fait, ils étaient si actifs que, agissant tous ensemble, ils pouvaient manipuler l'économie britannique. Ce n'étaient pas des banquiers en tant que tel car les changeurs étaient généralement les orfèvres. Ils furent les premiers banquiers puisque ce sont eux qui ont commencé à garder l'or des autres personnes en place sûre dans leurs coffres ou leurs chambres fortes.

En Europe occidentale le premier papier-monnaie fut ni plus ni moins un reçu de l'argent laissé chez les orfèvres, reçu fait de papier de chiffons. Comme dit la chanson : *"Le chiffon fait le papier, le papier fait l'argent, l'argent fait la banque, la banque fait le prêt, le prêt fait le mendiant, le mendiant fait les chiffons."*

Le papier-monnaie prit le dessus parce qu'il était plus pratique et plus facile à transporter qu'un volumineux et lourd montant d'or ou de pièces d'argent. Puis, pour faciliter les choses, afin que les gens n'aient plus à aller inutilement chez les orfèvres, des dépositaires commencèrent à endosser pour d'autres, en les signant, les reçus d'or.

Au fil du temps, pour simplifier le processus les reçus furent établis au nom du porteur et non plus du dépositaire, les rendant ainsi aisément transférables sans la nécessité d'une signature. Cette étape rompit néanmoins tout lien avec les dépôts d'or identifiables.

Et finalement, les orfèvres se rendirent compte qu'un très petit pourcentage de dépositaires ou de porteurs venaient les voir ou leur demandaient à retirer leur or. Ils commencèrent alors à frauder. Ils se mirent à prêter secrètement une partie de l'or qui leur avait été confié pour dépôt en sûreté, et à garder l'intérêt de ces prêts. Puis ils découvrirent qu'ils pouvaient imprimer davantage d'argent (c'est-à-dire de certificats de dépôt) qu'ils n'avaient d'or et ni vu ni connu ! Par la suite ils réalisèrent qu'ils pouvaient prêter cet argent supplémentaire et en tirer de l'intérêt, et voilà la naissance du "prêt fractionnaire de réserve" - autrement dit, prêter plus d'argent que vous n'en avez de déposé en réserve. C'était bien sûr frauduleux, et proscrit lorsque découvert.

Au début les orfèvres trichaient modestement, ne prêtant en certificats de dépôt d'or que deux ou trois fois le montant d'or qu'ils avaient réellement en coffre, mais ils prirent de l'assurance et devinrent avides, prêtant quatre, cinq et même dix fois plus de certificats de dépôt d'or qu'ils n'avaient d'or en dépôt. Et alors, si par exemple ils avaient 1 000 dollars en dépôt d'or ils pouvaient prêter jusqu'à 10 000 dollars en papier-monnaie et faire payer les intérêts - et ni vu ni connu. Ainsi les orfèvres accumulèrent de plus en plus de richesses et utilisèrent cette fortune pour accumuler de plus en plus d'or.

C'est cet abus de confiance (une fraude) qui, après être devenu pratique courante, évolua et conduisit à nos modernes dépôts bancaires. Eux aussi sont une fraude, et cela s'ajoute à la passation injuste et indue, du gouvernement aux banques privées, d'une fonction souveraine : créer l'argent.

De nos jours cette pratique de prêter davantage d'argent qu'il n'y a de réserves est connue sous le nom de "opération bancaire de fraction de réserve". Autrement dit, les banques ne détiennent qu'une petite fraction des réserves nécessai-

Les orfèvres se mirent à émettre quatre, cinq et même dix fois plus de certificats de dépôt qu'ils n'avaient d'or dans leurs coffres. Ainsi se développa la fraude…

res pour honorer leurs obligations. Si tous les détenteurs de compte venaient demander leur argent en liquide, les banques seraient à court d'argent avant que 3 pour 100 des clients n'aient été réglés. C'est pour cela que les banques sont perpétuellement dans une crainte sans bornes de "banques vidées". C'est la cause majeure de l'instabilité inhérente au système bancaire, au marché financier et à l'économie nationale.

Aux États-Unis les banques peuvent prêter au moins dix fois plus d'argent qu'elles n'en ont en fait. C'est pour cela qu'elles réussissent si bien avec des taux de 8 pour 100, par exemple, mais en fait elles ne perçoivent pas 8 pour cent par an d'intérêt sur l'argent émis par le gouvernement, en fait elles perçoivent 80 pour 100. C'est pour cela que les bâtiments les plus imposants d'une ville sont généralement ceux des banques. Toute banque est, *de facto*, une mine d'or privée (il y en a plus de 10 000 aux États-Unis) générant de l'argent pour des prêts sans que cela leur coûte quoi que ce soit, mis à part les intérêts à payer aux dépositaires.

Les banquiers modernes n'émettent pas davantage de certificats de dépôt d'or qu'ils n'ont d'or, ils accordent juste davantage de prêts qu'ils n'ont d'argent disponible. Cela, par des entrées en comptabilité et en créant des prêts sur du vent.

La même pratique se perpétue aujourd'hui. Les banquiers modernes accordent davantage de prêts qu'ils n'ont d'argent disponible…

Pour donner un exemple d'actualité, un bon d'achat de 10 000 dollars de la *Fed* résulte en un dépôt de 10 000 dollars sur le compte du porteur. Sous l'impératif de réserve de 10 pour 100 (donc fractionnaire), la banque n'a obligation que de garder en réserve 1 000 dollars ; elle peut donc prêter les 9 000 dollars restant. L'emprunteur dépose généralement ces 9 000 dollars, soit à la même banque, soit à une autre banque qui doit, alors, garder 10 pour 100 en réserve (donc, 900 dollars) mais peut prêter les 8 100 dollars restant qui, à leur tour, seront déposés à une banque qui devra garder 10 pour 100 (donc 810 dollars) et pourra prêter les 7 290 dollars, etc.

Au bout du compte, les 10 000 dollars initiaux émis par la *Fed* sont entrés, par une banque ou par une autre, dans le système bancaire et ils ont abouti, par une vingtaine d'opérations successives, à un montant de 90 000 dollars de nouveaux prêts, en plus des 10 000 pour les réserves.

Autrement dit, collectivement, le système bancaire multiplie par le coefficient 10 les 10 000 dollars créés par la *Fed*. Toutefois, moins d'une banque sur cent crée plus de 75 pour 100 de cet argent. C'est donc une poignée des plus grandes banques de Wall Street qui créent de l'argent pour prêts, littéralement par centaines de milliards, faisant payer des intérêts pour ces prêts et ne laissant que des miettes aux autres banques. Mais comme ces miettes représentent également des milliards, rares sont les petits banquiers qui renâclent. Au contraire, même, car à quelques rares exceptions près ils encourageraient plutôt ce système corrompu.

En pratique, compte tenu des nombreuses exceptions à la règle de réserve de 10 pour 100, le système bancaire multiplie l'émission d'argent de la *Fed* par largement plus de 10 fois (c'est-à-dire que pour des dépôts inférieurs à une cinquantaine de millions de dollars, la *Fed* n'exige que 3 pour 100 de réserves ; elle n'en demande aucune pour les eurodollars et pour les dépôts à terme non personnels).

Revenons aux orfèvres... Ils découvrirent également que l'on pouvait réaliser des profits supplémentaires en trimballant l'économie de vaches grasses en vaches maigres. Lorsqu'ils favorisaient l'emprunt, l'argent en circulation augmentait. L'argent ne manquait pas et les gens faisaient davantage d'emprunts pour donner de l'expansion à leurs affaires. Alors les orfèvres "serraient" la mise à disposition de l'argent, rendant les prêts plus difficiles à obtenir.

Et que s'ensuivait-il ? Eh bien, tout simplement ce qui se passe aujourd'hui : un certain nombre de personnes ne pouvaient plus rembourser leurs prêts antérieurs ni même obtenir de nouveaux prêts pour payer les anciens. Ils déclaraient donc faillite et devaient revendre leurs avoirs aux orfèvres, ou aux enchères pour deux sous.

C'est encore la même chose qui se passe aujourd'hui, si ce n'est que nous appelons ces hauts et bas de l'économie "le cycle des affaires" - ou, plus récemment sur les marchés boursiers, des "corrections".

5 - LES BÂTONS DE COMPTAGE

Le roi Henri Ier, fils de Guillaume le Conquérant, monta sur le trône d'Angleterre en 1100. À cette époque, bien longtemps avant l'invention de la presse, les impôts étaient généralement payés en nature (c'est-à-dire en marchandises) sur la base de la productivité de la terre sous la responsabilité du payeur, qu'il soit serf ou de la petite noblesse. Les scribes de l'Europe médiévale, pour enregistrer la production, avaient recours à un procédé rudimentaire de comptage : ils faisaient des entailles sur des bâtons. Ces bâtons étaient plus pratiques qu'une mémoire défaillante ou que des encoches sur la porte d'une grange, comme cela se faisait parfois.

Pour éviter toute détérioration ou contrefaçon le bâton était fendu en deux, chaque moitié portant sa part d'encoches, et le payeur en gardait une ; le compte pouvait ainsi être vérifié en réunissant les deux parties. Henri adopta cette méthode d'enregistrement du paiement des impôts.

Au fil du temps le rôle des bâtons de comptage évolua et se répandit. Sous Henri II les impôts étaient payés deux fois l'an. Lors de la première, à Pâques, le payeur recevait un bâton sur lequel son paiement partiel était coché, et le bâton fendu et sa moitié étaient présentés à la Saint-Michel, avec le solde des impôts.

L'étape suivante est facile à imaginer : des bâtons furent produits par le gouvernement avant l'époque des impôts, de façon à rassembler des fonds pour les situations d'urgence ou de crise. Les récipiendaires recevaient ces bâtons en échange de marchandises vendues à profit ou pour des pièces achetées à rabais, et ils les utilisaient plus tard, à Pâques ou à la Saint-Michel, pour payer leurs impôts. Les bâtons prirent donc certaines des caractéristiques des pièces : ils

servirent d'argent pour le paiement des impôts.

Après 1694 le gouvernement utilisa des "comptages de papier", reconnaissance sur papier d'une dette (emprunt du gouvernement) par anticipation de la collecte des prochains impôts. Ce papier était facilement négociable et ces "comptages de papier" n'étaient finalement rien d'autre que l'équivalent des billets émis par la Banque d'Angleterre au début de 1694. En 1697 les papiers de comptage, bons et billets de banque circulaient librement et étaient des formes d'argent interchangeables. On continua à utiliser les bâtons de comptage en bois jusque 1826 et il n'y a aucun doute qu'eux aussi pouvaient circuler au rabais, comme les papiers de comptage.

Un bâton de comptage spécifique avait une valeur particulière : il représentait 25 000 livres. Un des tout premiers actionnaires de la Banque d'Angleterre acheta ses toutes premières actions avec un tel bâton. Autrement dit, c'est avec un bâton de bois qu'il acheta ses actions à la société la plus riche et la plus puissante du monde.

N'est-ce pas ironique qu'après sa formation (en 1694) la Banque d'Angleterre ait attaqué le système des bâtons de comptage sous le prétexte que c'était de l'argent émis en dehors du contrôle des changeurs ?

Pourquoi les gens acceptaient-ils des bâtons de bois en guise d'argent ? Ah, ça c'est une question de taille ! Tout au long de l'histoire les gens ont troqué tout ce à quoi ils accordaient de l'importance, agissant comme avec de l'argent. Voyez-vous, le secret c'est que l'argent est ce sur quoi les gens se mettent d'accord en tant qu'"argent". Qu'est-ce que c'est, notre papier-monnaie ? Rien d'autre que du papier !

Mais il y a un truc ! Le roi Henri VIII ordonna que les bâtons de comptage soient utilisés pour enregistrer les impôts payés au gouvernement. Cela développa la demande de ces bâtons et, finalement, les fit circuler et être acceptés pour de l'argent. Et cela a bien marché. En fait, aucun autre argent n'a duré si longtemps dans l'Empire britannique.

Dans les années 1500 le roi Henri VIII adoucit les lois concernant l'usure, et en deux temps trois mouvements les changeurs s'imposèrent de nouveau. Durant quelques décennies leur or et leur argent abondèrent mais, lorsque la reine Marie monta sur le trône et limita à nouveau les lois sur l'usure, les changeurs renouvelèrent les réserves de pièces d'or et d'argent, obligeant le système économique à s'effondrer.

Lorsqu'en 1558 la reine Elisabeth Ire (demi-soeur de Marie) monta sur le trône, elle était bien déterminée à reprendre le contrôle sur l'argent d'Angleterre. Sa solution fut d'émettre des pièces d'or et d'argent à partir du Trésor public et, ainsi, de retirer aux changeurs le contrôle de la production d'argent.

Bien que le contrôle sur l'argent n'ait pas été la seule cause de la révolution anglaise de 1642 puisque des divergences religieuses alimentèrent également le conflit, la police monétaire joua néanmoins un rôle majeur. Commandité par les changeurs, Olivier Cromwell renversa finalement le roi Charles Ier (Stuart), purgea le Parlement et mit le roi à mort. Et les changeurs furent immédiatement autorisés à consolider leur pouvoir financier.

Le résultat fut que, durant les 50 années suivantes, les changeurs plongèrent l'Angleterre dans une série de guerres coûteuses. Ils prirent, au centre de Londres, possession d'une superficie d'un mile carré, "*The City*", et de nos jours cette zone semi-souveraine est encore l'un des deux centres financiers prédominants du monde (avec Wall Street, New York). Ce secteur n'est pas sous juridiction de la police londonienne, il a sa propre troupe de 2 000 hommes.

Les conflits avec les rois Stuart amenèrent les changeurs d'Angleterre à s'associer avec ceux des Pays-Bas (ceux-ci avaient déjà établi une banque centrale à Amsterdam en 1609) pour financer l'invasion de Guillaume d'Orange qui, en 1688, renversa les Stuart (pourtant à leur place). L'Angleterre allait alors changer de maîtres : un impopulaire Jacques II, pour une cabale de changeurs qui tiraient en coulisse les ficelles de leur usurpateur, le roi Guillaume III ("*King Billy*").

Aujourd'hui encore cette relation symbiotique entre les changeurs et la plus haute aristocratie britannique continue. Le monarque n'a pas de réel pouvoir, c'est simplement un bouclier bien utile pour les changeurs qui règnent sur *The City* - avec, au-dessus, la très bancaire maison des Rothschild.

Dans son numéro du 20 juin 1934, le magazine londonien *New Britain* cita une déclaration dévastatrice de l'ancien Premier Ministre David Lloyd George : "La Grande-Bretagne est l'esclave d'un bloc financier international." Le magazine rapporta également ces paroles écrites de Lord Bryce : "La démocratie n'a pas d'adversaire plus obstiné ou plus insidieux que les puissances financières", et fit remarquer que "les questions portant sur la Banque d'Angleterre, sa conduite et ses objets, ne sont pas permises par le Président de la Chambre des communes."

> Chaque nation a maintenant une banque centrale privée… Le pouvoir de ces banques est tel qu'elles prennent vite le contrôle de l'économie d'un pays.

6 - LA BANQUE D'ANGLETERRE

À la fin des années 1600 l'Angleterre frisait la faillite. Cinquante ans de guerre plus ou moins continue avec la France et parfois les Pays-Bas l'avaient épuisée. Des officiels du gouvernement allèrent, dans tous leurs états, quémander aux changeurs les prêts nécessaires à la poursuite de leurs visées politiques. Le prix à payer fut élevé : une banque centrale propriété privée, autorisée par le gouvernement et pouvant émettre de l'argent (à partir de rien) pour prêts.

La Banque d'Angleterre allait devenir la moderne première banque privée du monde, banque centrale nationale dans un pays puissant (quoique les dépôts bancaires aient déjà existé à Venise depuis 1361, à Amsterdam depuis 1609, et en Suède depuis 1661) et qui, la même année, allait émettre les premiers billets européens.

Cette banque fut trompeusement nommée "Banque d'An-

gleterre", ainsi la population croirait qu'elle faisait partie du gouvernement, mais il n'en était rien. Comme n'importe quelle autre société privée, la Banque d'Angleterre vendit des actions pour démarrer et les investisseurs, dont les noms ne furent jamais révélés, achetèrent leurs actions un million un quart de livres, en pièces d'or. Mais on ne récolta que 750 000 livres.

Malgré cela, la Banque d'Angleterre fut dûment instituée en 1694 et se mit donc à prêter, toujours avec intérêts, jusqu'à dix fois l'argent qu'elle était censée avoir en réserve. En contrepartie, la nouvelle banque prêtait aux politiciens britanniques autant d'argent qu'ils voulaient. La dette était garantie par un impôt direct sur le peuple britannique.

La légalisation de la Banque d'Angleterre n'est donc rien d'autre que la contrefaçon légalisée d'une monnaie nationale pour un profit privé. Malheureusement, presque chaque nation a maintenant une banque centrale privée, les changeurs locaux se basant sur le modèle de la Banque d'Angleterre.

Le pouvoir de ces banques centrales est tel qu'elles prennent vite le contrôle de l'économie d'un pays. Ce n'est bientôt plus rien qu'une ploutocratie, réglementée par les riches, et les banquiers deviennent bientôt l'hyper-riche classe dominante. C'est, en fait, comme si on mettait le contrôle de l'armée entre les mains de la mafia. Le danger de la tyrannie est extrême. Oui, nous avons besoin d'une autorité monétaire centrale, mais une autorité monétaire centrale contrôlée par le gouvernement, pas par des banquiers pour leur profit personnel.

Dans une intervention à la Chambre des Lords en 1770, Sir William Pitt déclara : *"Il y a, derrière le trône, quelque chose de plus puissant que le roi lui-même."* Cette référence aux changeurs derrière la Banque d'Angleterre donna naissance à l'expression "tirer les ficelles". En 1844 Benjamin Disraeli, dans une allusion à peine voilée au même pouvoir, écrivit : *"Le monde est gouverné par des personnages bien différents de ceux qu'imaginent ceux qui ne sont pas dans les coulisses."*

Le 21 novembre 1933, le président américain Franklin D. Roosevelt écrivit à un confident : *"La vérité en ce domaine est, comme vous et moi le savons, que dans les grands centres un élément financier possède le gouvernement, et ce depuis le temps d'Andrew Jackson."*

L'arnaque de la banque centrale est que c'est en réalité un impôt caché, qui rapporte bien plus aux banques qu'au gouvernement. Le gouvernement vend des bons pour payer des choses pour lesquelles il n'a pas la prudence politique ou la volonté d'instituer un impôt qui paierait ces choses. Mais environ 10 pour 100 de ces bons sont achetés avec de l'argent créé sur du vent par la banque centrale. Le gouvernement dépense alors cet argent frais. Une fois déposé, les banques privées utilisent ces nouveaux dépôts pour créer, multipliés par dix, de nouveaux prêts fractionnaires de réserve. L'économie dispose ainsi de l'argent supplémentaire nécessaire pour acheter les 90 pour 100 restants des nouveaux bons, sans assécher le capital ou forcer à la hausse les taux d'intérêts. En empruntant de l'argent (c'est-à-dire en vendant de nouveaux bons) le gouvernement déploie les effets inflationnistes sur les termes de ces bons. Il n'y a donc pas - ou que peu - d'inflation immédiate.

Plus il y a d'argent à circuler et moins il a de valeur. Les politiciens ont autant d'argent qu'ils veulent, et le peuple paie cela en inflation - qui érode le pouvoir d'achat de leur épargne, de leur revenu fixe et de leur salaire. La beauté perverse de la chose est que pas une personne sur mille ne peut s'imaginer cela, puisque c'est délibérément caché derrière tout un charabia économique aux sonorités complexes. Les pleins effets de l'inflation n'arrivent que plus tard - trop tard pour être arrêtés.

Avec la formation de la Banque d'Angleterre la nation baigna bientôt dans l'argent. Le prix des choses doubla à travers tout le pays, des prêts furent accordés massivement même pour des projets saugrenus : une entreprise proposa d'assécher la mer Rouge pour retrouver l'or censé avoir été perdu lorsque l'armée des Égyptiens périt noyée en poursuivant Moïse et les Hébreux.

En 1698, juste quatre ans plus tard, la dette du gouvernement était passée du million un quart de livres initial à 16 millions. Naturellement, les impôts augmentèrent, puis furent augmentés encore pour régler tout cela.

L'émission d'argent britannique étant fermement tenue par la main des changeurs, l'économie britannique commença une féroce série (digne des montagnes russes) de booms et de dépressions - tout à fait la situation qu'une banque centrale est censée éviter, si on l'en croit.❏

> Les politiciens ont autant d'argent qu'ils veulent et le peuple paie cela en inflation qui érode le pouvoir d'achat de leur épargne.

Suite au prochain numéro de NEXUS.

Note :
1- soit 14,20 g environ.

Note : Cet article est extrait et publié, avec autorisation, du livre d'accompagnement révisé et mis à jour de la vidéocassette *The Money Masters : How International Bankers Gained Control of America* ("Les Maîtres de l'argent : Comment les banquiers internationaux ont pris le contrôle de l'Amérique")-; produit par Patrick S. J. Carmack pour Royalty Production Company, Piedmont, Oklahoma, U.S.A., © 1998.